

Questions orales

Je sais cependant que certains partis de l'opposition et le gouvernement diffèrent radicalement d'avis en ce qui touche les ententes commerciales. Nous sommes en faveur d'accords généraux de libéralisation des échanges parce que nous estimons que le Canada peut soutenir la concurrence de n'importe quel pays du monde.

Le seul moyen d'assurer la prospérité à notre pays est le commerce. Or, c'est la voie que nous avons choisie, et nous allons continuer dans cette voie même si l'opposition voudrait nous faire revenir quarante ou cinquante ans en arrière. Les Canadiens ne le feront pas.

* * *

L'EMPLOI

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Durant tout l'été, les Canadiens et les Canadiennes ont été aux prises avec un chômage persistant, une situation qui est aussi terrifiante qu'inacceptable. À vrai dire, celle-ci n'a eu d'égal que l'inaction du gouvernement fédéral face à ce problème.

On constate que, durant trois mois, le taux de chômage est resté immuable à 11,6 p. 100 et que les taux de croissance ont atteint seulement le quart de la valeur que le gouvernement avait prédite, tandis que le chiffre des investissements des entreprises a diminué.

Ce qui m'amène à poser la question suivante au gouvernement. Le ministre des Finances admet qu'il y a eu un ralentissement de l'activité économique. Dans les circonstances, le gouvernement aurait certes avantage à changer sa rengaine et à faire preuve de plus d'enthousiasme et d'empressement pour s'attaquer au problème du chômage.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je tiens à rappeler au député que le nombre d'emplois créés a augmenté de 43 000 au cours de trois des quatre derniers mois. La population active grossit sans cesse.

Le PIB s'est accru, quoique très légèrement, durant cinq trimestres consécutifs. On observe un certain redressement dans la demande des consommateurs et, comme le faisait remarquer mon collègue le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, la demande de produits d'exportation a augmenté. Au cours du premier trimestre, le volume des exportations s'est accru de 14,4 p. 100, et d'encre 4,6 p. 100 au cours du suivant. Le nombre de mises en chantier est à la hausse. L'indice composé, cet indice qui tient compte de quinze facteurs influant sur l'économie canadienne, ne cesse de progresser.

Le député prend un certain plaisir à mettre en relief des facteurs négatifs, mais il reste qu'il y en a qui sont

prometteurs. Je dirais même qu'à y regarder de plus près, on voit que les facteurs positifs l'emportent déjà sur les négatifs au moment où l'on se parle.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, il y a dix jours, face à une situation identique à celle que nous vivons en ce moment, le gouvernement du Japon a modifié sa politique.

Il a adopté un programme de réduction des impôts, de dépenses et de garanties de 102 milliards de dollars. Pourquoi est-il bon pour le Japon de changer sa politique pour faire face à un problème de chômage qui n'est pas aussi grave que le nôtre, alors que cela n'est pas bon pour nous? Pourquoi, au Japon, est-il logique de remettre les gens au travail, alors que ça ne l'est pas au Canada?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je dois dire franchement que le gouvernement du Japon peut se payer un luxe que nous n'avons pas les moyens de nous offrir.

En raison de notre dette et de notre déficit, nous ne pouvons pas adopter les mêmes stimulants financiers. C'est une situation avec laquelle nous devons composer. Je sais que le député est d'avis que le gouvernement devrait imprimer plus d'argent pour le dépenser. Cette solution a été avancée par le critique de son parti pour les questions d'emploi et d'immigration.

• (1440)

Nous ne sommes pas du même avis. Nous croyons qu'il est important de nous occuper des bases de l'économie. C'est ce qui nous a permis de faire baisser les taux d'intérêt à un niveau jamais atteint depuis 35 ans et d'instaurer la stabilité des prix, deux éléments importants pour stimuler les investissements. Si nous pouvons régler les questions constitutionnelles, nous accroîtrons encore plus la confiance.

Le député parle des impôts. Dans son dernier budget, notre gouvernement a réduit les impôts. Que s'est-il passé? Les gouvernements socialistes néo-démocrates de la Saskatchewan, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique en ont profité pour augmenter les impôts provinciaux de montants supérieurs aux réductions que nous avons accordées.

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Les statistiques montrent que, le mois dernier, le Canada a encore perdu 27 000 emplois dans le secteur manufacturier.

Le ministre des Finances peut-il me dire s'il avait prévu que la politique économique de son gouvernement allait être aussi catastrophique pour notre secteur manufacturier? Dans l'affirmative, peut-il nous dire exactement où les dernières victimes de la mauvaise gestion